

LISTE

S.O.S. PATRIMOINE ÉCONOMIQUE

*indépendant de tous partis politiques
ni gauche - ni droite - ni magouille*

Jean-Yves QUEINNEC

37 ANS - CANDIDAT

Florence LE BLANC

30 ANS - SUPPLÉANTE

Electrices, Electeurs, Abstentionnistes, Déçus des politiques,

La gravité de la situation interpelle tous les citoyens, qu'ils soient salariés, retraités du privé, de la fonction publique, agriculteurs, artisans, chômeurs, industriels, pêcheurs, etc. Nous sommes tous les maillons d'une même chaîne dépendant d'une saine économie, victimes des erreurs des politicards.

Barre de l'U.D.F. considérait le chômage "nécessaire à l'assainissement" de notre économie, conséquence : de 300 000 chômeurs en 1973, ils sont passés à 1 500 000 en 1980.

"Ces socialistes révolutionnaires" ont imposé des solutions inadaptées, des parcs à chômeurs, C.E.S., stages, emplois familiaux, petits boulots, etc. pour camoufler leur incompétence.

Aujourd'hui, avec les familles, ce sont plus de six millions de personnes exclues de la vie économique, parfois sans ressource, ni couverture sociale.

Une catastrophe humaine sans précédent en France.

- En détruisant 65 000 entreprises bretonnes en vingt ans, ils ont cassé nos emplois, ruiné des familles, anéanti des individus, c'est un véritable "abus de confiance" des élus de l'U.D.F., du R.P.R. et socialistes qui, sous le couvert d'une démocratie à la française, nous ont bernés. Ça suffit !

L'origine de ce génocide économique et social.

- Depuis 1970, tous les gouvernements de la société libérale sociale avancée, en pré-décomposition, ont favorisé la concentration agricole, industrielle, administrative, communale et commerciale, qui a inondé notre marché national de produits d'importation de consommation courante qui représentaient en 1959 : 3%, en 1980 : 27% et aujourd'hui : plus de 53%. "La courbe du chômage a suivi".
- Allons-nous encore accepter la fermeture de nos usines qui se délocalisent dans le pays où le revenu d'un ouvrier est de 100 F à 200 F mensuel ?
- "Demain, vous serez, par les produits manufacturés, dépendants du bon vouloir des dictateurs de ces pays."
- Où est l'indépendance de la FRANCE prônée par le Général De Gaulle, quand l'intendance ne suit plus ?
- Nous sommes en logique de guerre économique, qui, comme toutes les autres guerres, tue des milliers de gens, mais silencieusement.

ARRÊTONS LE MASSACRE

Décrétons la mobilisation générale pour l'emploi

1 - En changeant d'orientation économique

Favorisons en priorité la production agricole qualitative, l'industrie, la pêche, relançons la fabrication de produits de consommation courante, dynamisons les entreprises de main-d'œuvre, de transformation, de services industriels ou artisanaux, secteurs créateurs d'emplois qualifiés, rémunérateurs, tant matraqués aujourd'hui.

Finançons la création d'industries abandonnées : tanneries, habillement, chaussures, électroménager, etc., plutôt que d'entretenir des associations de réinsertion. L'A.N.P.E. et autres organismes gloutons vivant au crochet des salariés, des employeurs et du chômage.

Exemple local : relançons l'agriculture qualitative, la pêche par des mesures d'accompagnement, 90% des emplois de notre circonscription en dépendent ! Notre région doit-elle devenir "une réserve d'indiens" ?

2 - En imposant des mesures d'accompagnement

a) Exigeons de nos partenaires européens, le respect de l'article 908 du traité de Rome 1958 qui prévoit l'harmonisation des revenus, des charges sociales, de la fiscalité dont la T.V.A.;

b) En appliquant une taxe de 200% à la distribution de tous les produits d'importation non prioritaires et parfois inutiles provenant des pays hors C.E.E.;

c) La relance de la consommation par le plein emploi, par une augmentation des bas salaires, des petites retraites du privé, de la fonction publique, en abaissant de 50% les taxes pétrolières.

d) Pour inciter les industriels à investir en France :

- Réformer l'assiette des cotisations sociales qui pénalisent les entreprises de main-d'œuvre (promis par tous les partis

depuis 1970), en créant une T.V.A. sociale sur le produit intérieur brut.

- Abaisser à 20% la taxation des bénéfices des sociétés de production en compensant par une taxation à 80% des sociétés de distribution qui, par leur diktat, ont anéanti notre industrie lourde.
- En supprimant l'impôt sur le revenu, sur la fortune dont le recouvrement, les contrôles, les vérifications coûtent plus cher qu'elles ne rapportent.
- En réduisant les contrôles, les contraintes administratives qui sont un frein à la marche et au développement des entreprises, à cause d'une administration et d'un système bancaire archaïque.

e) Tant qu'il y aura plus de 300 000 chômeurs en France :

1 - Gel des indemnités parlementaires à 30 000 F mensuels avec taxation à 100% au-dessus pour les cumulards députés-maires en vertu du partage que préconisent les pros de la politique.

2 - Suppression des postes réceptions dans les budgets des ministères, des conseils régionaux, généraux, municipaux et des administrations, avec réduction obligatoire des parcs de luxueuses voitures réservées aux mandarins; **bénéficiaires de généreux non-lieux (affaires Léotard, Fabius, Hervé, Dufoix, fausses factures, etc.)** et autres magouilles.

Cette société d'exclusion est la honte de la France. Demain les élus du R.P.R. et de l'U.D.F., qui vont revenir au pouvoir, vont, avant l'an 2000, éliminer 40 000 exploitations agricoles, 10 000 commerces en Bretagne, soit une perte de 150 000 emplois supplémentaires, et provoquera dans un proche avenir, une explosion sociale grave !

Que faire ?

- Sanctionner les "pros" de la politique qui, par la multiplication des erreurs ont contribué au génocide de notre patrimoine économique et social.
- Encore aujourd'hui, les vedettes du cinéma R.P.R.-U.D.F.-SOCIALISTE, les deux grands prestidigitateurs placardent leurs frimousses souriantes pour la circonstance, fiers de leur exploit (trois millions de chômeurs) sur les murs de la ville. **A croire qu'ils sont à vendre comme un paquet de lessive !**
- Alors, faites votre lessive dans la machine électorale, et lessivez discrètement ces candidats désignés par les partis politiques, responsables de l'exclusion de six millions de personnes, **qui risquent de vous faire perdre vos revenus, votre confort matériel, votre sécurité.**

Vous avez le choix entre ces vedettes dignes du "Bébête Show" et un homme qui a tout sacrifié, entreprise, famille, pour défendre une idée de notre société et du pays.

Les élus politiques, par leurs erreurs, ont cassé nos entreprises, nos emplois :

PAR VOTRE VOTE, RETIRONS-LEUR LEURS MANDATS.

Ils iront pointer à l'A.N.P.E.

Jean-Yves QUEINNEC

37 ans - Formation juridique - Ancien agriculteur - Ancien responsable agricole syndical
Ancien président régional de l'association des usagers de l'administration - Reconverti dans le commerce.

Si vous votez pour nous, je partagerai mon mandat avec

Florence LE BLANC

30 ans - Secrétaire commerciale - Aujourd'hui femme au foyer.

Vu, le candidat.